

Le délai de près de six mois accordé à cette diplomatie intensive n'a rien donné. Saddam Hussein a fermé toutes les portes que la communauté internationale lui ouvrait. Par conséquent, le 15 janvier, après un délai final de 48 heures, les pays membres des Nations Unies ont dû opter pour le recours à la force que le Conseil de sécurité avait autorisé si Saddam Hussein ne retirait pas ses troupes du Koweït.

Le Canada a participé à cet effort, comme tous les autres membres de la coalition de 28 pays qui a dépêché des forces dans le Golfe. Nous sommes résolus à obliger Saddam Hussein à retirer ses troupes du Koweït. Nous nous employons maintenant par la force à obtenir ce que la diplomatie et les sanctions n'ont pu accomplir. Nous sommes déterminés, et la coalition reste ferme. Le Canada était solidaire de l'ONU avant ce conflit, il l'est toujours et il le restera une fois la paix rétablie.

Le fait que la communauté internationale ait opté pour les Nations Unies est en soi un événement historique. Au début, il n'était pas évident qu'elle recourrait à cette option. Le Président Bush s'est vu pressé par des conseillers respectés de lancer unilatéralement une attaque de précision contre l'Iraq. Le Canada a vivement déconseillé le recours à une telle mesure. Le Premier ministre est intervenu directement auprès du Président à ce sujet. Plus tôt dans ce conflit, les États-Unis envisageaient d'agir seuls, sans l'autorisation du Conseil de sécurité. Le Canada s'y est opposé vivement. Les États-Unis se sont ensuite adressés à l'Organisation des Nations Unies.

Les États-Unis demeurent du côté des Nations Unies, tout comme tous les autres membres de la coalition. Il s'agit là d'un précédent extraordinaire, riche de possibilités. Pour la première fois en 40 ans, les grandes puissances sont revenues à l'ONU pour y mener l'oeuvre à laquelle ses fondateurs l'avaient destinée, une oeuvre qui consiste à faire des compromis, à créer des consensus et à assurer l'ordre international.

C'est là un objectif que nous, Canadiens, poursuivons depuis des décennies, non pas parce que nous sommes des idéalistes, mais parce que le Canada a besoin d'ordre et que nous savons ce qu'il faut faire pour assurer cet ordre. Nous prenons l'ONU au sérieux, parce que nous ne sommes ni une superpuissance ni même une grande puissance, que nous ne pouvons imposer l'ordre dont nous avons besoin pour vivre et prospérer, et que nous devons l'édifier en collaboration avec les autres nations. Aucun autre pays ne prend l'ONU plus au sérieux, et peu de pays dépendent plus que nous d'une ONU sérieuse.

Si, le 15 janvier, après quelque six mois d'efforts diplomatiques intenses et douze résolutions du Conseil de sécurité, les membres des Nations Unies s'étaient dérobes, ils se